

Contrat de dépôt de documents audiovisuels (extraits)

Le préambule rappelle les missions des archives régionales : collecter, sauvegarder, conserver et diffuser le patrimoine cinématographique principalement en région Centre.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - INVENTAIRE

La liste des films déposés et tous les éléments d'informations concernant ces films sont annexés au contrat.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT

Il s'agit de déterminer :

- La nature des films déposés
- Le lien entre les films déposés et la personne qui les dépose.

ARTICLE 3 - CONSERVATION DES DOCUMENTS AUDIOVISUELS

Lieu de stockage des documents : Issoudun (36). Respect des normes en vigueur. Exception : films nitrate conservés aux Archives Françaises du Film (Bois d'Arcy, 78)

ARTICLE 4 - RESTAURATION DES DOCUMENTS AUDIOVISUELS

Droits de restaurer l'image et / ou le support.

ARTICLE 5 - DUREE DU PRÉSENT CONTRAT

Sans préjudice de la durée de protection par la propriété littéraire et artistique, la durée du présent contrat est indéterminée.

ARTICLE 6 - RESILIATION – RESTITUTION DES DOCUMENTS AUDIOVISUELS

La résiliation des présentes peut intervenir à l'initiative de l'un ou l'autre des parties et doit être notifiée par courrier recommandé.

ARTICLE 7 : INDEMNITE

Le présent dépôt est gratuit, compte tenu de la mission de service public de Ciclic.

ARTICLE 8 - PUBLICITE DE CE CONTRAT

Droits de communiquer sur les films déposés.

ARTICLE 9 - AUTORISATION D'UTILISATION DES DOCUMENTS AUDIOVISUELS

Droits de diffuser les films déposés.

ARTICLE 10 - COPIE AU DÉPOSANT

Ciclic s'engage à fournir gratuitement une copie du film déposé.

ARTICLE 11 - COPIE DES DOCUMENTS AUDIOVISUELS DÉPOSÉS

Les copies ou reproductions des documents audiovisuels faites par Ciclic à ses frais seront sa propriété. Ciclic pourra en disposer librement.

ARTICLE 12 - INFORMATION

En cas de déménagement, le déposant s'engage à communiquer sa nouvelle adresse à Ciclic et celle de son successeur en cas de décès.

ARTICLE 13 - GARANTIE

Le Déposant garantit Ciclic contre tout recours ou action que pourraient former copropriétaires, indivisaires ou toute personne se prétendant propriétaire des documents déposés.

ARTICLE 14 – MODIFICATIONS

Toute modification ou adjonction au présent contrat ne produira effet qu'à la condition de faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 15 – LITIGES

Toute contestation relative à la formation, à l'interprétation, à l'exécution ou à l'inexécution du contrat sera soumise au tribunal administratif de la Ville d'Orléans, lieu d'exécution du contrat, si les parties ne sont préalablement parvenues à un règlement à l'amiable.